

## Quel avenir pour Daech après la fin de son « Califat » ?

*Cette synthèse vise à présenter des éléments chronologiques et des éléments de débats entre chercheurs sur la question de la résurgence de l'Etat Islamique.*

*De l'été 2014 au printemps 2019, Daech forme un proto-état sur une partie de Syrie et d'Irak. D'idéologie salafiste djihadiste, le groupe Etat Islamique proclame la mise en place d'un califat le 29 juin 2014, dirigé par Abou Bakr al-Baghdadi. Cette organisation terroriste et totalitaire est cependant défaite en Irak en décembre 2017, et quelques temps plus tard, en Syrie, en mars 2019. Si l'implication de la communauté internationale a permis de priver Daech de la majeure partie des territoires qu'il contrôlait, cela ne signifie pas que l'organisation est totalement éradiquée.*

### I – Chute de l'Etat Islamique

Le 23 mars 2019, après la perte de Baghouz en Syrie, la chute définitive de l'Etat Islamique est annoncée. A cette occasion, de nombreux chefs d'Etat à l'instar d'Emmanuel Macron ont exprimé leur satisfaction d'avoir évincé le groupe terroriste. Toutefois, Daech représente toujours un risque majeur pour la stabilité et la sécurité de nombreux territoires. En effet, Emmanuel Macron avait mis en avant le fait que « *La menace demeure et la lutte contre les groupes terroristes doit continuer* », secondé par la Ministre des Armées, Florence Parly « *l'EI reste capable d'agir* » et « *le combat doit se poursuivre* ». Première Ministre britannique, Theresa May avait salué « une étape historique », mais assurait rester alerte pour vaincre l'idéologie de l'Etat Islamique, tout en protégeant le peuple britannique.

Karim Khan<sup>1</sup>, avocat britannique et procureur général de la Cour Pénale Internationale mène l'enquête de l'ONU sur les crimes jihadistes. Aidé de 80 collaborateurs, il sillonne l'Irak afin de recueillir des témoignages. Il découvre ainsi plus de 200 charniers avec environ 12 000 corps, 600 000 vidéos de crimes de l'EI, 15 000 pages de documents à analyser. Outre ces éléments collectés, les violences sexuelles et psychologiques, l'esclavage, la décapitation, la lapidation, pour raisons politiques, religieuses ou d'orientations sexuelles, sont à prendre en compte. Une enquête menée par une juridiction internationale pourrait établir s'il y a eu, ou non, génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité, dans le cadre du droit international.

Parallèlement, dans l'idée de pérenniser la lutte contre le terrorisme, les Etats de la coalition internationale se sont accordés pour mettre en place des stratégies communes de lutte contre l'Etat Islamique, et ce, à divers niveaux. Tout d'abord, au niveau financier. En avril 2018, une conférence « *No money for terror* » s'est tenue à Paris. Elle a rassemblé soixante-dix Etats et vingt organisations internationales. En novembre 2019, s'est tenue la seconde conférence « *No Money for Terror* » à Melbourne, en Australie. Paris a également adopté en Mars 2019 la résolution 2462 sur la lutte contre le financement du terrorisme, complétant le cadre juridique déjà existant. D'autres mesures ont été également prises pour lutter contre les réseaux illégaux et les trafics (humains, pétrole, art) qui permettaient à Daech de bénéficier de rentes d'argent conséquentes. Au niveau idéologique,

---

<sup>1</sup> Voir l'interview de Karim Khan pour RFI : Karim Khan (ONU): « Il faut juger Daesh avec un tribunal à l'image de Nuremberg », 2 août 2019 : <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20190802-irak-karim-khan-juger-daesh-tribunal-nuremberg-onu>

la communauté internationale s'est associée pour repérer, déconstruire et retirer les contenus djihadistes mis en ligne. La France, très active dans le domaine de la lutte contre l'utilisation d'internet à des fins terroristes ou extrémistes, a lancé un dialogue avec les entreprises spécialisées dans Internet pour détecter et retirer les contenus sensibles. Enfin, le 15 mai 2019, l'Appel de Christchurch a été lancé avec deux idées majeures. La première étant d'appeler à la suppression des contenus extrémistes violents et terroristes, la seconde étant de prévenir le téléchargement de contenus terroristes en améliorant la transparence dans la détection et le retrait.

L'ensemble de ces mesures ont contribué à limiter la force du groupe Etat Islamique. Mais, limiter ne revient pas à supprimer définitivement les forces d'action de Daech. Comme l'a exprimé à plusieurs reprises Jean-Pierre Filiu, historien et professeur à Sciences Po Paris, l'utilisation des réseaux et des médias est très fréquente chez Daech, qui s'en est souvent servi pour diffuser sa propagande, ou recruter de nouveaux membres. La médiatisation des crimes ainsi que l'héroïsation des criminels de Daech peuvent également encourager, parfois, les passages à l'acte. Les dirigeants politiques restent donc majoritairement sensibles et alertes à toutes susceptibles remobilisations.

## II – Réorganisation et émergence de nouveaux moyens d'action

Matteo Puxton, spécialiste de l'EI explique que la réorganisation de Daech s'est préparée bien avant la chute du dernier bastion de l'EI, Baghouz, le 23 mars 2019. « *Dès avril-mai 2016, il y avait déjà des indices dans la propagande de Daesh. En mai 2016, Abou Muhammad al-Adnani, l'ancien porte-parole de l'EI expliquait déjà dans un discours, qu'un jour le califat perdrait les villes et qu'il fallait se préparer à retourner au désert* ». Ces derniers mots sont significatifs, puisqu'ils rappellent la vie du prophète. En effet, si nous prenons la vie de Mahomet, deux phases sont à distinguer. La première des deux est dite mecquoise, et correspond à une période de prédication pacifique. La seconde est dite médinoise, et est plutôt considérée comme une phase de conquêtes territoriales. Depuis 2014, l'Etat Islamique a opéré dans une dynamique offensive dite « médinoise ». Mais, sa chute territoriale en 2019 va provoquer le rebasculé de Daech dans une perspective mecquoise, en attendant de reprendre des forces pour se réimposer territorialement. Cette transition va permettre à Daech d'agir pour capter de nouvelles recrues, tout en évoluant vers la clandestinité.

Financièrement, stratégiquement et militairement, la stratégie du groupe évolue. En adoptant davantage une stratégie de guérilla, le groupe Etat islamique conduit premièrement des « *assassinats, attentats-suicides, enlèvements et incendies de récoltes* », développe ses cellules dormantes en Syrie en se basant sur le procédé déjà utilisé en Irak depuis 2017. L'EI est donc très opérationnel dans certaines provinces, au nord-ouest de Kirkouk, au sud et à l'ouest de Ninive, ainsi que dans celles de Dilaya et Dijlah. Les principaux chefs de l'EI se cachent entre la Syrie et l'Irak, dans des abris et repaires regroupés dans la Badiya. Cette technique permet à Daech de conserver un centre décisionnel majeur, les têtes pensantes pouvant alors assurer la pérennité du groupe. D'autre part, selon le rapport de l'ONU, entre 30 et 50 millions de dollars ont été sécurisés, par l'intermédiaire de transferts de fonds et sociétés écrans.

Mais, cette phase ne semble être que de courte durée, puisque rapidement après mars, divers rapports annoncent le retour de Daech. Un dossier issu du département américain de la Défense couvrant la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2019 fait part du renforcement des capacités insurrectionnelles de l'EI en Irak, et la reprise des activités en Syrie. Le groupe dispose en effet toujours de forces majeures, allant de 14 000 à 18 000 individus en Irak et Syrie, dont environ 3000 étrangers. Ces forces, bien qu'elles soient insuffisantes pour permettre à Daech d'agir dans une perspective de conquêtes territoriales, permettent tout de même au groupe terroriste de reprendre des forces significatives. Outre le côté militaire, Daech détiendrait aujourd'hui plus de 85 millions d'euros en cash. Les trafics de pétrole, de tabac, l'extorsion, l'esclavagisme, les enlèvements permettent à l'organisation de se maintenir financièrement.

Comme l'exprime le chercheur en Sciences politiques et ancien directeur de l'Institut Français du Proche-Orient, Salam Kawakibi, « *Les membres de l'EI pourraient donc se disperser sur le territoire syrien et conserver leur capacité de nuisance sous d'autres formes, toujours aussi violentes et bien moins prévisibles. On peut craindre la naissance de nouvelles cellules ultraviolentes émergeant de Daech* ». Dans certaines provinces de Raqqa, Hasakah et Deir Ezzor, les Forces Démocratiques Syriennes sont mal acceptées, ce qui accentue l'acceptation de l'EI. En outre, le groupe continue à être soutenu dans les régions sunnites, notamment grâce à des relais familiaux et tribaux. A ce jour, il agit comme une force humanitaire dans les camps de réfugiés, comme celui d'Al Hol, où les conditions de vie sont insalubres.

### III – Attention permanente à assurer

Depuis sa défaite territoriale, Daech s'est progressivement réorganisé. Il occupe désormais diverses zones, dont le désert de la Badiya à cheval entre la Syrie et l'Irak, s'étendant de la province d'Homs à celle de Deir ez-Zor. Le choix de cette nouvelle zone peut s'expliquer par le fait qu'elle est très étendue, peu peuplée, et donc, difficilement contrôlable. Laurent Nunez, coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme s'exprime aussi à ce sujet « *A partir de cette zone refuge, les attaques sont en recrudescence et c'est un premier motif d'inquiétude. Les terroristes ciblent des soldats syriens ou irakiens dans des embuscades et s'en prennent aux populations locales. Le 30 décembre 2020, 39 militaires syriens d'un régiment d'élite ont été tués. Le 8 janvier, c'était le tour de 15 autres soldats.* ». Depuis mars 2019, 1308 membres des forces militaires syriennes et alliées sont décédés selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Dans cette nouvelle phase du djihad, ne disposant plus de capacités assez importantes pour mener des offensives majeures, les forces de Daech ont développé les « assassinats ciblés ». Le but est de harceler ou tuer des militaires ennemis, ou individus considérés comme infidèles et espions, en fabriquant et posant par exemple des mines artisanales. Comme l'explique Laurent Nunez, « *Leur stock est loin d'être épuisé, même s'ils ne disposent pas d'armes lourdes ou de tanks. Ils savent confectionner des explosifs. Et leurs services chargés de planifier des opérations extérieures sont toujours actifs. A la fin du mois de janvier, l'attentat commis sur un marché de Bagdad qui a tué 32 civils a apporté la preuve de cette capacité d'organiser des actions lourdes. Celle-ci était parfaitement coordonnée : la première bombe a explosé au milieu des échoppes et la seconde alors que les secours étaient sur place.* ».

Outre ces éléments géographiquement situés en Syrie et en Irak, l'Etat Islamique parvenait également à réaliser des actions de grande ampleur en Europe Jean Pierre Filiu évoquant même une « *campagne d'Europe* » chargé de déstabiliser les Etats que ce soit en profitant, par la propagande de grands sujets de société comme le débat sur les réfugiés en Allemagne ou en France, via des attentats perpétrés par l'Etat Islamique dont la vocation serait de conduire à un amalgame entre les terroristes du groupe et les musulmans français.

Depuis sa chute, la stratégie de l'Etat Islamique semble avoir évolué. Les attentats perpétrés en avril au Sri-Lanka, s'ils ont bien été inspirés par Daech, ont été effectués sans que les têtes pensantes de Daech ne soient mises au courant. En France, l'assassin de Samuel Paty, Abdoullakh Anzorov, âgé de 18 ans était ouvertement radicalisé, manifestait un prosélytisme auprès de sa famille, un rejet des femmes, une apologie du djihad. D'ailleurs, il avait pour objectif final la « hijra », soit l'émigration en pays musulman.

Laurent Nunez développe le fait que « *Sur le territoire national, la menace reste principalement endogène, œuvre d'individus autoradicalisés. Mais nous n'écartons pas qu'il y ait des tentatives de groupes présents à l'étranger de convaincre des personnes susceptibles de passer à l'acte en France. On pourrait parler d'attentats "inspirés", sinon clairement commandités.* ». Le groupe terroriste n'étant plus capable de mener des actions de grande ampleur, semble donc prendre appui sur des initiatives meurtrières personnelles et symboliques pour continuer à exister.

Si les zones syro-irakiennes doivent être contrôlées, d'autres territoires, comme la Libye, le Sahel ou encore les Balkans peuvent également être pourvoyeurs de menaces. La coopération avec les pays de la région s'intensifie, « *Quant à la Turquie, nous coopérons activement entre services français et turcs en matière d'antiterrorisme. Lorsque des djihadistes français traversent la frontière turco-syrienne, ils sont interpellés par les Turcs et sont soit judiciairisés ou détenus sur place -c'est le cas actuellement d'une quinzaine de personnes-, soit nous sont remis dans le cadre du "protocole Cazeneuve",* même si le contexte géo politique n'est pas forcément stabilisé.

D'ailleurs, beaucoup d'analyses mettent en avant l'idée selon laquelle Daech n'est que le résultat d'une situation géopolitique syro-irakienne depuis longtemps très complexe. En effet, l'Irak premièrement, a été confronté à de nombreuses crises majeures depuis la chute de Saddam Hussein en 2003. Empêtré dans une guerre civile depuis nombre d'années, les Irakiens ne font plus confiance au gouvernement, subissent de plein fouet le chômage, la pauvreté, les dissensions entre chiites et sunnites, kurdes, chrétiens. Le gouvernement se trouve depuis plusieurs années dans l'incapacité à réinstaurer un équilibre entre toutes les composantes de son pays. Face à cette faiblesse du pouvoir, divers acteurs politiques s'imposent progressivement, l'Iran premièrement, mais également, le Kurdistan qui ne cesse de demander son indépendance. En dépit de tous ces éléments fragilisant l'unité de son pays, l'Irak est un pays riche, dont les ressources de pétrole auraient pu permettre au pays de se redresser économiquement. C'est justement toutes ces failles qui ont permis à Daech de prendre appui sur le manque d'éducation, la pauvreté et le chômage pour s'imposer comme une instance unificatrice.

Pareillement, en Syrie, la situation politique et économique reste complexe. Les événements de 2011 liés au développement des printemps arabes dans la région ont aussi fortement bouleversé la situation géopolitique syrienne. En s'éternisant, et avec l'émergence de l'Etat Islamique, l'instabilité syrienne s'est progressivement muée en une guerre civile et confessionnelle. Depuis lors, environ 500 000 individus sont décédés. Outre cela, des attaques à l'arme chimique, des massacres, des crimes de guerre et contre l'humanité ont été perpétrés, autant par les forces du régime du régime baasiste, que par Daech. De la sorte, environ cinq à six millions de Syriens ont déserté le pays, soit le quart de la population. Depuis la défaite de l'EI, le président syrien a sauvé temporairement son pouvoir, mais dirige désormais un pays ruiné, détruit, sous sanctions occidentales. La réapparition du groupe terroriste dans la Badiya ne semble donc pas pouvoir ramener la paix et la stabilité dans le Cham.

En définitive, l'EI n'est pas totalement éradiqué, la menace évolue toujours. Si l'organisation ne peut plus agir militairement, ses moyens humains, matériels et financiers lui permettent de bénéficier d'une influence toujours forte. Il faut également prendre en compte l'importance des réseaux sociaux, d'Internet, de la propagande et du prosélytisme dans la stratégie du groupe terroriste. Il est donc nécessaire de développer au mieux la prévention primaire, par des actions éducatives et culturelles, liées aux valeurs de la République, à la laïcité, au développement de la cohésion sociale.

#### Bibliographie :

BADIE Bertrand, BENRAAD Myriam, « Irak, la fausse sortie d'un conflit », La découverte, état du monde, 2020.

BADIE Bertrand, FREGOSI Franck, « L'islam en France, au prisme des conflits du Proche-Orient », La découverte, état du monde, 2020.

BADIE Bertrand, TANNOUS Manon-Nour, « Le jeu des puissances régionales et internationales dans le conflit syrien », La découverte, état du monde, 2020.

CEAUX Pascal, « Laurent Nunez : En Irak et en Syrie, l'Etat islamique se reconstitue dans la clandestinité », Le Journal Du Dimanche, 13 février 2021.

« Moyen-Orient : Paris craint la résurgence de Daech », La Dépêche, 11 janvier 2021.

LAURENT Marine, « Syrie : pourquoi Daech refait surface », Le Point, 09 août 2019.

MALBRUNOT Georges, « Bachar el-Assad a sauvé son pouvoir, mais règne sur un champ de ruines », Le Figaro, 17 décembre 2020.

MATHIEU Luc, « L'Etat islamique reste enraciné en Irak et en Syrie », Libération, 6 novembre 2020.

POYET Stanislas, « Le groupe État islamique prépare la résurgence de son califat », Le Figaro, 7 août 2019.

« Les dessous de la résurgence de Daech en Syrie », Courrier International, 15 février 2021.

